

Je ferai remarquer aujourd'hui que le problème de l'éducation et de la pauvreté ne peut plus être réglé par des individus et sur une base individuelle et que des décisions du gouvernement s'imposent dans ce domaine. Nous avons beaucoup entendu parler de l'exode des compétences après l'université, lorsque nos étudiants émigrent aux États-Unis, mais cet exode après l'université ne peut pas être comparé au gaspillage des compétences qui se produit lorsque les étudiants ne peuvent pas aller à l'université.

Ce gaspillage a un double caractère, monsieur l'Orateur. C'est un gaspillage pour l'individu et pour notre société. Pour l'individu c'est une question de talent perdu. Beaucoup de jeunes sont condamnés à toute une vie de déception. Ils sont condamnés à beaucoup moins que leurs aptitudes leur permettaient d'espérer s'ils avaient reçu une éducation universitaire. Ils sont condamnés à une existence de pain et de thé, au lieu du régime alimentaire complet, moderne qui serait possible s'ils étaient passés par l'université. Je considère le gaspillage des talents comme une perte de première importance pour l'individu.

Il y a aussi la question des faibles revenus. Le deuxième exposé annuel du Conseil économique du Canada signale que ceux qui possèdent un diplôme universitaire ont un revenu moyen de plus de deux fois et demi celui des personnes qui n'ont reçu qu'une éducation élémentaire, et de plus de trois fois le revenu moyen de ceux qui n'ont eu que trois années d'école secondaire.

Autrement dit, l'homme moyen qui se rend jusqu'en 8<sup>e</sup> année, aura plus tard un revenu de \$3,526. S'il obtient un diplôme universitaire, il gagnera \$9,188. En outre, plus le niveau d'instruction est élevé, plus l'écart de salaire s'accroît entre jeunes et vieux. Ceux qui ont des diplômes universitaires gagnent plus toute leur vie et ont un plus haut niveau de vie. Voilà l'aspect individuel de la question.

Du point de vue de la société, même à l'époque d'Adam Smith, on admettait que l'instruction est un placement en capital humain. On a compris très tôt sur notre continent, que l'instruction devrait être mise à la portée de tous. Aujourd'hui, on comprend petit à petit qu'à l'ère atomique l'instruction d'autrefois ne suffit plus. Il faut rendre les études universitaires tout aussi gratuites que l'école publique et l'école secondaire.

Les pauvres ne peuvent tout simplement pas fréquenter l'université aujourd'hui. Le 16 mars l'Union canadienne des étudiants a fourni des chiffres qui indiquent que moins d'un quart de la population canadienne, soit 23.3 p. 100 exactement, fournit presque la

moitié de tous les étudiants. Environ 48 p. 100 des étudiants interrogés ont déclaré que leurs pères exerçaient une profession libérale, étaient propriétaires d'entreprises ou occupaient des postes de commande. Les familles ayant un salaire de plus de \$10,000 fournissent 25 p. 100 de tous les étudiants, tandis que celles dont le salaire est de moins de \$3,000 n'en fournissent que 9 p. 100.

• (10.10 p.m.)

Rien d'étonnant à ce que M. Robert Rabinovich, analyste des données d'une étude portant sur les moyens financiers des étudiants canadiens, a observé que les étudiants canadiens n'étaient pas représentatifs des Canadiens en général, mais présentaient toutes les caractéristiques des classes de la société à revenus moyens et supérieurs à la moyenne. M. Porter, professeur à l'Université de Carleton, s'adressant à un séminaire de la Fédération canadienne des professeurs, déclarait hier:

Seule l'égalité d'éducation peut permettre l'égalité de chances pour chacun. La solution: c'est l'accès aux études universitaires, ajoutait-il.

Il rejeta carrément l'assertion de certaines personnalités de l'éducation selon laquelle aucun étudiant qualifié ne se voit refuser l'accès aux études universitaires par manque d'argent. «Je ne crois pas cela» dit M. Porter, citant le cas d'un brillant étudiant qui s'était vu forcé de quitter Carleton cette année. «Il avait tant de dettes, qu'il ne pouvait pas rester plus longtemps à l'université».

Les prêts que le gouvernement consent aux étudiants ne constituent pas une solution mais sont, en fait, une mesure rétrograde, prétend M. Porter. «Le programme fédéral de prêts aux étudiants est une invitation à s'endetter pour obtenir une instruction universitaire. Ce programme peut sembler logique à quelqu'un qui appartient à la classe moyenne, mais n'incitera pas les familles à revenus modestes à laisser leurs fils au collège.»

Il déclara qu'il ne comprenait pas pourquoi les politiciens canadiens faisaient si peu pour assurer à tous des facilités d'accès à l'éducation. «Peut-être, ces promesses ne font-elles pas autant d'effet pour s'assurer des votes que le programme d'assurance frais médicaux ou même la promesse de routes».

J'allais dire qu'il y a suffisamment de pauvreté actuellement. Un quart de la population vit dans la pauvreté, à en croire les propres données statistiques du gouvernement. Ce pourcentage devrait être suffisant pour que le gouvernement prenne des mesures afin que cette classe de la population soit en mesure d'obtenir pour ses enfants une éducation gratuite si ceux-ci ont les capacités intellectuelles voulues. Une fois de plus, je demande au ministre quel degré de pauvreté nous devons atteindre avant qu'on agisse.

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je ne sais pas si je prends la parole ce soir au nom du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, à qui cette question s'adressait en premier lieu, mais j'aimerais répondre brièvement à